

SCHWEIZR. POLIT. DEPART.

2-JUN.1896

Legation de Suisse P. 7.

en France.

1/96

VIII.

Paris, le 1^{er} Juin 1896

Circulation

Legation / Mat

non fait à Paris)

Monsieur le Président,

D'après les renseignements que j'ai pu recueillir dans les derniers temps, l'ensemble de la situation est considéré comme très pacifique; il n'y avait pas de doute à cet égard jusqu'à l'avènement de Nicolas II, mais cette impression pacifique est considérée comme devant se maintenir.

Cela n'empêche pas la situation spéciale anglo-française d'être plutôt mauvaise. D'après ce que me vient de dire Lord Dufferin, le prince Lobanoff, qui est très anglophobe et qui l'a toujours été, domine complètement M. Hanotaux, et celui-ci a accepté le mot d'ordre russe de chercher à être désagréable aux Anglais.

Au

Département politique fédéral
à Berne.

Dans les quatre parties du monde, M. Hanotaux
 était plus ou moins obligé d'entrer dans ce
 courant parce que, durant le Ministère
 Bourgeois, les journaux modérés avaient sans
 cesse représenté la France comme ayant eu
 une situation exceptionnellement brillante
 avant la chute de M. M. Ribot et Hanotaux
 et comme étant profondément abaissée et
 humiliée par les fautes de M. M. Berthelot et
 Bourgeois. M. Hanotaux est donc en quelque
 sorte condamné à s'agiter et à commettre
 quelques actions d'éclat.

Il n'est pas douteux pour le
 Gouvernement anglais que la France ne
 s'emparera de tout le littoral du Mékong
 y compris le port de Chantabun, c'est à dire
 de tout la partie orientale ou orientale
 du Siam. On envoie des lettres par lesquelles
 M. de Courcel reconnaissait qu'il n'y a
 rien de changé dans la situation de ces
 territoires vis-à-vis du Siam ni est pas
 encore sèche et cependant on voit déjà
 les avances données. "Non intentionnel"

ajoutent à cette observation que cette région
 malacaque ne vaut rien commercialement,
 n'a pas plus de 20 à 30 000 habitants, ne pourra
 être occupée que par des troupes annamites
 au service de la France, et que, si le Siam
 résiste, ce à quoi l'Angleterre ne l'encourage
pas, les Annamites n'auront pas toujours
 le dessus. Il faut ajouter que dans leurs
 différends avec le Siam, les Français avaient
 autrefois le moyen d'en finir rapidement
 par l'envoi d'une flotte devant Bangkok,
 moyen qui leur est interdit aujourd'hui
 puisque le bassin du Ménam est neutralisé.

Les négociations assez avancées conduites
 avec la France sous le Ministère Bourgeois
 à propos du bassin du Niger ont été
 bouleversées de fond en comble par M. Hanotaux
 dès son arrivée aux affaires. Ce qui avait été
 fait est à terre.

À Madagascar, M. Hanotaux, après
 avoir jadis été partisan du protectorat,
 vient de proposer le renforcement du système
 contraire adopté par le Cabinet Bourgeois et
 veut proclamer toute l'île colonie française.

Cette décision a été provoquée, paraît-il, par une note anglaise invoquant les anciens traités de la Grande-Bretagne avec les Arabes en matière maritime et commerciale. M. Hanotaux avait fait observer que cette note était "trop logique".

En Égypte il est possible (et depuis quelques jours il devient probable) que les tribunaux européens se prononceront contre le prélèvement des frais de l'expédition de Dongola sur les fonds de réserve de la Dette. À Londres on paraît vouloir passer outre et ne pas accepter qu'il faille le consentement de toute l'Europe pour que l'Égypte puisse se défendre ou recouvrer les territoires perdus. Si la France se plaint, on a ~~excessif~~ l'intention de lui répondre de Londres qu'elle est aussi "trop logique". — Certains représentants de grandes puissances à Paris croient savoir que d'ici à quelques semaines la Russie formulera des observations vives à l'Angleterre sur le sujet des affaires d'Égypte. Lord Dufferin ne veut pas que la chose soit

possible, mais il ne la considère pas comme probable, car l'Angleterre est certaine d'être soutenue par la Triple Alliance et une pareille démarche ne ferait qu'accentuer l'empirissance franco-russe en Egypte.

En Soudan et dans le Haut-Nil (Bahr-el-Ghazal) il paraît que la France aurait entamé des pourparlers avec l'Etat du Congo pour, sous le couvert de l'Etat du Congo, envoyer dans cette région, des forces qui pourraient y être envoyées semblent sans importance actuelle.

Enfin en ce qui concerne le Transvaal la presse officielle française et notamment "le Temps" même depuis quelques semaines une campagne très hostile à M. Chamberlain et semble exciter les Allemands.

Tel est, d'après l'ambassadeur d'Angleterre à Paris, le bilan actuel des relations anglo-françaises et qui il résume comme suit:

"M. Wemontaux a besoin d'un succès pour justifier ses attaques contre le Cabinet Bourgeois. Ne sachant sur qui tomber, il a

« Donnée la préférence à l'Angleterre parce
 « qu'il est dans les mains de Lobanoff. »

Malgré cette situation difficile entre
 Paris et Londres, lord Dufferin ne reste pas
 moins absolument convaincu du main-
 tien de la paix et il le pense que les relations
 entre Petersbourg et Berlin ne sont pas
 mauvaises et qu'ainsi les relations
 entre la France et l'Allemagne ne
 s'aggraveront ^{pas} non plus. Quant à l'Egypte,
 ni la France ni la Russie ne peuvent
 rien de sérieux dans ce pays contre
 l'Angleterre.

En ce qui concerne la situation
 intérieure il n'y avait rien à Paris
 écrit de spécial pendant les vacances
 parlementaires. Les sénateurs et les
 députés viennent de rentrer à Paris
 et je vous écrirai prochainement les
 impressions que je pourrai recueillir
 sur la grosse question de l'impôt sur la
 rente et autres projets financiers de

Cabinet Meline. Il est certain qu'il règne
 une très grande division dans le parti
 républicain et dans la majorité ministérielle
 sur les projets financiers de M. Cocheny.
 M. Anna R. il en parle avant ou après les
 vacances d'été, c'est la question que je
 chercherais à élucider dans la mesure
 où cela est possible avec une Chambre
 sans majorité réelle. Jusqu'ici le
 Ministère Meline a confirmé dans leurs
 grands traits les pronostics que je vous
 adressais deux ou trois jours avant sa
 naissance.

Après Monsieur le Président, les
 assurances de ma haute considération.
 Le Ministre de Suisse.

Sturdy